

Éditorial



FRANÇOIS BAROIN
président de l'AMF

Les maires debout contre le terrorisme

Notre pays vient de connaître des attaques de barbares. Au nom des maires de France, j'ai rendu hommage aux victimes et à leur mémoire et j'ai exprimé à leurs familles notre soutien et notre solidarité.

À la demande du gouvernement et en accord avec celui-ci, nous avons considéré que les conditions de sécurité n'étaient pas réunies pour notre congrès annuel, qui a donc été reporté. Nous avons cependant tenu à réaffirmer avec force, dans le cadre d'un Rassemblement solennel qui s'est tenu le 18 novembre, en présence de 2 000 maires de métropole et d'Outre-mer, notre engagement pour les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qui font la force de notre République et que nous défendons et faisons vivre au quotidien.

Nous avons rappelé, à cette occasion, que les maires sont et seront toujours aux côtés de l'État pour assurer la sécurité de nos concitoyens et combattre le fanatisme et la violence.

Le Chef de l'État qui a conclu cette manifestation a annoncé la création d'un pacte de sécurité. Les communes ont déjà largement apporté leur contribution aux dispositifs de sécurité sur leur territoire par l'extension de la vidéoprotection ou par la

***Les maires sont
et seront toujours
aux côtés de
l'État pour assurer
la sécurité de
nos concitoyens***

mobilisation de moyens supplémentaires pour les polices municipales, en concertation avec le ministère de l'Intérieur après les événements du mois de janvier. Nous devons faire fonctionner plus efficacement les contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). La lutte contre la radicalisation est désormais, à nos yeux, l'une des missions prioritaires de ces CLSPD, dans le cadre de ce pacte de sécurité.

Nous devons également poursuivre l'action de coordination des polices municipales avec la police et la gendarmerie nationales et développer le dispositif « participation citoyenne » mis en place dans le cadre du partenariat AMF/ministère de l'Intérieur.

Nous demandons cependant à être mieux informés des décisions concernant nos territoires et mieux associés aux mesures mises en œuvre, notamment pour le suivi indispensable des foyers de radicalisation. Par ailleurs,

nous souhaitons être associés à la veille parlementaire sur le suivi de l'état d'urgence.

Les maires sont les fantassins de la République. Les 500 000 élus locaux constituent à cet égard un gisement inestimable de dévouement et de disponibilité.